



Tous les coups sont permis !

ANT :

A la rentrée 2009, un wagon de collègues non-titulaires est menacé de voir leur contrat non-renouvelé. En vue du passage au budget global, nous savons que d'autres suppressions de postes ANT sont aussi prévues. Les personnels ont manifesté bruyamment et continueront à le faire tant que le président n'aura pas donné les garanties que ces collègues seront toujours bien parmi nous à la rentrée. Nous ne pouvons pas accepter de voir ces collègues jetés dehors, pas plus que nous ne pouvons accepter l'augmentation des tâches qui incomberont à ceux qui restent.

ARTT :

Depuis le mois d'octobre 2008, les personnels et leurs organisations syndicales sont mobilisés contre la réforme ARTT de la direction. Ils demandent le maintien et l'application à tous de la circulaire ARTT 2002. Les organisations syndicales ont fait de nombreuses propositions au fil des mois de discussion, sans que jamais aucune ne soit retenue. Malgré cela, la direction de l'UTM conserve inchangé le contenu de sa réforme, le présentant sous différentes formes, mais sans jamais en changer le contenu. Les personnels de l'UTM persistent à demander le maintien et l'application à tous de la circulaire ARTT 2002. Les organisations syndicales qui les représentent portent cette revendication avec force.

Protestation :

Le mouvement de protestation, qui a eu lieu ces derniers jours et qui entend se poursuivre jusqu'à obtention des garanties demandées, ne peut pas être assimilé à un "abandon de poste" comme l'écrit Daniel Filâtre, président de l'UTM. Tout au long de la journée du 30 juin, et dans l'ensemble des services, le travail a été effectué. Les personnels de la BUC, qui sont visés par le courrier arrogant du président, ont accueilli les lecteurs et se sont organisés pour, à la fois protester contre le sort qui leur est fait (suppression d'emplois massive dans leur service), et pour assurer le service. Un gros effort d'explication de la situation a été fait et les lecteurs se sont très majoritairement déclarés solidaires du personnel.

Répression :

Comme l'atteste le courriel envoyé par la DRH aux responsables de service, la répression est en marche :

« sujet : information relative au SCD

Bonjour,

Vous trouverez ci-joint, pour information, un courrier du Président adressé au directeur du SCD. Merci de me faire état de répercussion éventuelle du mouvement sur le fonctionnement de vos structures et sur la situation de vos personnels.

Bien cordialement, »

Ce courrier a été envoyé le 1er juillet par la Direction des Ressources Humaines.

C'est bien un système de répression qui est mis en place pour mater individuellement les personnels qui oseraient se regrouper pour défendre un avis différent de celui de la Direction ou s'opposer à leur projet de casse sociale sur l'université (le simple fait de manifester devant l'administration est considéré comme un abandon de poste). Ils veulent faire payer aux personnels BIATOS leur participation au mouvement contre la LRU.

Pour la direction, tous les coups sont permis !

Nous ne pouvons pas les laisser attaquer les agents les uns après les autres en nous contentant que notre tour ne soit pas encore venu. Tous y passeront à un moment ou à un autre, pour une raison ou pour une autre.

Où va-t-on ?

Si on ne fait rien :

- Les emplois seront supprimés. Visiblement, peu importe à notre direction les conséquences humaines ou les surcharges de travail que cela impliquera.

- La flexibilité, la diminution des congés, l'augmentation des horaires prévus par la réforme de l'ARTT seront effectifs. Chacun d'entre nous en paiera le prix dans sa vie quotidienne : stress, frais de garde des enfants, etc. Cela ne sera pas « travailler plus pour gagner plus » mais mieux que ça « travailler plus pour gagner moins ».

- A l'avenir, chaque mouvement de contestation sera accompagné de prélèvements de salaires. Grève ou pas grève, ce qui importe à cette direction, c'est de punir et de faire taire toute contestation.

Si on se mobilise, nous pouvons gagner sur les 3 plans.

La direction de l'UTM a déclaré la guerre aux BIATOS. Il n'est plus temps de tergiverser comme font certains et de se demander s'il est opportun de se mobiliser. Nous devons massivement dire NON au *plan social* de la direction !!!

Discuter sur un accord social progressiste, oui, mais négocier un plan social avec licenciements à la clé, non !

La FERC-Sup CGT de l'UTM appelle l'ensemble des personnels (BIATOS et enseignants, titulaires et ANT) à participer massivement à l'ensemble des rendez-vous qui seront fixés dans les jours à venir pour faire échec à la politique de destruction de l'emploi et plus globalement de destruction de notre établissement, entrepris par la direction de l'UTM.

Toutes ces attaques sont des conséquences directes de la mise en place de la LRU. Elles sont liées les unes aux autres, font partie d'un plan prémédité et elles permettent à chaque BIATOS d'envisager dans quelles conditions, ceux qui resteront en poste devront travailler.

N'oublions pas que cet été, la loi sur la « mobilité des fonctionnaires » sera votée et qu'elle permettra au chef d'établissement de licencier des fonctionnaires !! C'est tous ensemble que nous devons empêcher le jeu de massacre qu'a entamé la présidence : à terme, nous sommes tous potentiellement visés, quel que soit notre statut.

Nombreux, unis et déterminés, nous gagnerons !

Le FERC-Sup CGT appellera très prochainement une intersyndicale au cours de laquelle elle proposera à l'ensemble des organisations de signer un texte contre les régressions sociales à l'UTM (réforme de l'ARTT, suppressions d'emplois, retenus sur salaires). Ainsi, chacun saura sans doute possible qui fait quoi.